

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

**Pouvoir adjudicateur :
INSTITUT POLAIRE FRANÇAIS Paul Emile Victor
(IPEV)**

Objet de la consultation :

Traitement des déchets de retour de Terre Adélie

Consultation n° IPEV_2024_020

CCAG applicable : marchés publics de fournitures courantes et de services

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
1.1. OBJET DU MARCHÉ	3
1.2. FORME DU MARCHÉ	3
1.3. DÉFINITION DES TYPES DE DÉCHETS	3
1.4. INTERVENANTS	3
ARTICLE 2. PIÈCES CONTRACTUELLES.....	4
2.1. PIÈCES PARTICULIÈRES	4
2.2. PIÈCES GÉNÉRALES	4
2.3. CONFORMITÉ DES DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
ARTICLE 3. CONSIDÉRATIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES	4
3.1. INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE.....	4
3.2. CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES	4
ARTICLE 4. MODALITÉS DE COMMUNICATION.....	4
ARTICLE 5. LIEU D'EXÉCUTION	4
ARTICLE 6. PRIX DU MARCHÉ.....	4
6.1. RÉPARTITION DES PAIEMENTS	4
6.2. AVANCE	5
6.3. FORME ET CONTENU DES PRIX	5
6.4. TGAP	5
6.5. VARIATION DES PRIX.....	5
6.6. APPLICATION DE LA TVA.....	5
6.7. RETENUE DE GARANTIE.....	5
ARTICLE 7. MODALITÉS RELATIVES AU RÈGLEMENT DES COMPTES	5
7.1. MODALITÉS DE FACTURATION	5
7.2. DÉLAI DE PAIEMENT.....	6
ARTICLE 8. DURÉE DU MARCHÉ – DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	6
8.1. DURÉE DU MARCHÉ – DÉLAIS D'EXÉCUTION	6
8.2. PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION	6
ARTICLE 9. MODIFICATIONS DU MARCHÉ Clause de REEXAMEN	6
9.1. GÉNÉRALITÉS	6
9.2. ÉVOLUTION DE LA LISTE DES PRESTATIONS – Clause de REEXAMEN.....	6
ARTICLE 10. CONDITIONS D'EXÉCUTION	7
10.1. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	7
10.2. ACCOMPAGNEMENT ET CONSEIL	7
10.3. MODALITÉS DE COMMANDE	7
10.4. SUIVI DE LA RÉALISATION DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 11. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	7
11.1. OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION.....	7
11.2. DÉCISION APRÈS VÉRIFICATIONS.....	8
ARTICLE 12. PÉNALITÉS	8
12.1. PÉNALITÉ POUR RETARD.....	8
12.2. AUTRES PÉNALITÉS.....	8
12.3. SEUIL D'EXONÉRATION ET PLAFONNEMENT DES PÉNALITÉS.....	8
ARTICLE 13. ASSURANCES.....	8
13.1. ASSURANCES	8
ARTICLE 14. DROIT DE CITATION ET D'IMAGE DE L'INSTITUT POLAIRE FRANÇAIS.....	9
ARTICLE 15. DIFFÉRENDS ET LITIGES	9
15.1. RÈGLEMENT À L'AMIABLE	9
15.2. DROIT APPLICABLE	9
ARTICLE 16. RESILIATION DU MARCHÉ.....	9
ARTICLE 17. DÉROGATION AU CCAG.....	10

Article 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent le traitement des déchets (dangereux ou non) de retour de Terre Adélie - Antarctique.

L'exécution de ce marché est régie par le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS).

1.2. Forme du marché

1.2.1. Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono attributaire.

Il est exécuté par l'émission de bons de commande au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique. Les conditions d'émission des bons de commande sont définies à l'article 10.3 du présent document.

1.2.2. Allotissement

Le marché n'est pas alloti en raison de son objet qui forme un tout homogène ne pouvant être scindé.

1.3. Définition des types de déchets

La liste des déchets relevant du présent accord-cadre est définie dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

1.4. Intervenants

1.4.1. Représentation de l'Acheteur

En application de l'article 3.3 du CCAG FCS, le directeur de l'Institut polaire, désignera, dès la notification du marché, les personnes physiques habilitées à le représenter et les délégations de signature qui leur seront accordées.

1.4.2. Transitaire

L'Acheteur a recours aux services d'un transitaire au Havre. Ses coordonnées sont mentionnées à l'annexe 1 du présent document.

1.4.3. Représentation du Titulaire

Dès la notification du marché, le Titulaire désignera un interlocuteur principal pour les besoins de l'exécution du marché. Cet interlocuteur est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le Titulaire.

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent notamment à l'interlocuteur principal. Plus généralement le Titulaire doit notifier sans délai au pouvoir adjudicateur toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

1.5. Cotraitance

Les opérateurs économiques peuvent constituer des groupements définis à l'article R2142-20 du Code de la commande publique.

Quelle que soit la forme du groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire.

1.6. Sous-traitance

En application de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance et conformément aux règles prévues par le Code de la commande publique, le Titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à six cents (600) € TTC (taux de TVA en vigueur).

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par l'Acheteur.

Le Titulaire s'engage à faire respecter à ses éventuels sous-traitants l'ensemble des clauses du présent marché. Dans tous les cas, il demeure entièrement responsable vis à vis de l'Acheteur des prestations sous-traitées.

Toute sous-traitance occulte sera sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques du Titulaire.

Article 2. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces qui constituent le présent marché sont indiquées ci-après par ordre de priorité décroissante. Ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées en cas de contradictions ou de différences entre elles.

2.1. Pièces particulières

- ✓ L'Acte d'Engagement et ses annexes
- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- ✓ Le Cahier de Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes

2.2. Pièces générales

- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Le CCAG FCS est une pièce générale qui, bien que non jointe, est une pièce constitutive du marché, et est réputée connue du Titulaire du marché. Elle est disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr> .

2.3. Conformité des documents contractuels

Tous les documents faisant partie du marché sont réputés cohérents entre eux et complémentaires dans leur ordre de prévalence. L'absence d'énumération d'une annexe au titre du présent article n'a pas pour effet de la rendre inopposable dès lors qu'un document contractuel y renvoie.

Pour rappel, aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents transmis par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Article 3. CONSIDERATIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

3.1. Insertion par l'activité économique

L'exécution du présent marché public ne comprend pas de considérations sociales.

3.2. Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article R.2111-10 du Code de la commande publique, en prévoyant des spécifications techniques à caractère environnemental et notamment, la mise en œuvre, par le titulaire, d'un mode de traitement des déchets privilégiant :

- ✓ la proximité par rapport au lieu de récupération des déchets : le titulaire doit être en mesure d'en apporter la preuve à chaque demande de l'Acheteur ;
- ✓ le traitement selon la hiérarchisation de la Directive européenne cadre déchets (2008/98/CE). Dans ce cadre, un état justifiant les modes de traitement effectué devra être transmis à l'Acheteur annuellement pour contrôle de la véracité de ceux mentionnés dans son offre (mémoire technique) sous peine de se voir appliquer des pénalités.

Article 4. MODALITES DE COMMUNICATION

L'Institut polaire communique avec le titulaire par le biais de bons de commande et d'ordres de service qui sont notifiés au titulaire par messagerie électronique ou via le profil acheteur de l'Institut PLACE - www.marches-publics.gouv.fr, permettant dans tous les cas de disposer d'accusés de réception.

Avant le démarrage du marché, le titulaire transmettra au pouvoir adjudicateur les adresses électroniques sur laquelle les ordres de service et les bons de commande lui seront adressés.

Article 5. LIEU D'EXECUTION

Le Titulaire fera connaître dans son offre le(s) lieu(x) d'exécution des prestations (traitement des déchets).

Article 6. PRIX DU MARCHÉ

6.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire, à ses cotraitants ou sous-traitants éventuels.

6.2. Avance

Sans objet.

6.3. Forme et contenu des prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application de prix forfaitaires et unitaires aux quantités réellement exécutées.

Les prix comprennent, outre les services :

- ✓ toutes les taxes diverses, les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations
- ✓ tous les frais relatifs à la réalisation complète des prestations du marché.

6.4. TGAP

Les taux de TGAP sont ceux applicables à chaque revalorisation de cette taxe par les services de l'Etat. La mise à jour des taux est effectuée systématiquement dès connaissance de celle-ci par le titulaire lors de la facturation ; cette revalorisation n'entraîne pas d'acte de l'Acheteur.

6.5. Variation des prix

6.5.1. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date de remise de la dernière offre. Ce mois est appelé « mois zéro » et est indiqué sur la première page de l'acte d'engagement.

6.5.2. Modalités de calcul de variation des prix

Les prix initiaux sont fermes pour la première période d'exécution du marché public. Ils sont ensuite révisibles annuellement sur demande du titulaire, à la date anniversaire de la notification, selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times (L / L_0)$$

Dans laquelle :

P_0 = prix fixé dans l'offre du titulaire

P = prix révisé

L_0 = valeur de l'index de référence au mois d'établissement des prix

L = valeur du dernier indice définitif paru à la date de révision du marché

L'index de référence est l'indice Insee Identifiant 010764301 : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - CPF 38.00 - Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération de matériaux.

La valeur de l'indice est consultable sur le site de l'INSEE à l'adresse: [Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 38.00 – Collecte, traitement et élimination des déchets; récupération de matériaux | Insee](#)

6.5.3. Régime de variation des indemnités, pénalités et retenues

Les retenues et pénalités ne sont ni actualisées ni révisées.

6.6. Application de la TVA

Le montant des sommes à régler sera soumis au taux de T.V.A. applicable à la date du fait générateur, c'est-à-dire à la date d'exécution des prestations, quelle que soit la date à laquelle intervient le paiement correspondant.

6.7. Retenue de garantie

Sans objet.

Article 7. MODALITES RELATIVES AU REGLEMENT DES COMPTES

7.1. Modalités de facturation

Les demandes de paiement doivent parvenir par voie électronique à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

NOM : IPEV

SIRET : 180 089 369 00029

Les demandes de paiement seront transmises mensuellement, conformément à l'article 11.2 du présent CCAP. La demande de paiement comportera les éléments obligatoires suivants :

- ✓ le client : Institut polaire français ;
- ✓ la référence du marché ;
- ✓ le mois des prestations réalisées ;
- ✓ le numéro d'engagement juridique ;
- ✓ le nom, l'adresse et le numéro SIRET du titulaire ;
- ✓ les références et désignation des prestations réalisées – cf. BPU Prix F1 à F15
- ✓ les références et désignation des déchets traités – cf. BPU Prix U1 à U30
- ✓ Pour chaque référence :
 - le prix unitaire HT ;
 - le prix unitaire de rachat éventuel en € HT ;
 - la quantité traitée/réalisée ;
 - la filière utilisée pour les déchets ;
- ✓ le montant total HT ;
- ✓ le taux de TVA appliqué ;
- ✓ le montant total de la TVA ;
- ✓ le montant total TTC.

7.2. Délai de paiement

Les sommes dues au(x) Titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement sur Chorus.

Article 8. DUREE DU MARCHÉ – DELAIS D'EXECUTION

8.1. Durée du marché – Délais d'exécution

La durée de validité du marché, pendant laquelle peuvent être notifiés des bons de commande, est d'un an à compter de la date de notification du marché.

Le marché est ensuite reconduit annuellement par tacite reconduction, sans que la durée totale du marché puisse excéder quatre (4) ans.

Conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, ces reconductions sont tacites et le Titulaire du marché ne peut s'y opposer.

L'Acheteur peut faire part de sa décision de le dénoncer au moins trois (3) mois avant la fin de la période en cours. Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité en cas de non reconduction du marché.

Les bons de commande notifiés pendant la période de validité du marché sont exécutés jusqu'à leur terme.

Le délai d'exécution des prestations sera précisé dans chaque bon de commande.

8.2. Prolongation des délais d'exécution

Les prescriptions de l'article 14.3 du CCAG FCS s'appliquent.

Article 9. MODIFICATIONS DU MARCHÉ – CLAUSE DE REEXAMEN

9.1. Généralités

Toutes les modifications qui pourraient être apportées à l'accord-cadre s'appliquent aux bons de commande émis postérieurement à la date d'effet de l'avenant.

9.2. Evolution de la liste des prestations – Clause de réexamen

Des modifications pourront être apportées au présent marché, sans publicité ni mise en concurrence préalable, en application de l'article R.2194-1 et suivant du code de la commande publique et exécutées par l'attributaire du marché. En particulier, la liste des déchets à traiter est susceptible d'évoluer en cours d'exécution par l'introduction de nouveaux produits à la demande de l'Acheteur. Dans ce cas, il peut formuler une demande de devis au titulaire.

La demande de devis s'effectue par courriel auprès des interlocuteurs représentant le titulaire définis dans son offre. Le Titulaire accuse réception de la demande sous 24 heures ouvrées.

Le titulaire transmet, sous cinq (5) jours ouvrés, le devis à l'Acheteur par e-mail, en précisant a minima :

- ✓ la date et la référence du devis ;
- ✓ la désignation du déchet ;
- ✓ le lieu de traitement du déchet ;

- ✓ la filière de traitement proposée ;
- ✓ le prix unitaire du traitement en € HT ;
- ✓ le prix unitaire de rachat éventuel en € HT ;

À réception du devis, l'Acheteur reste libre d'y donner suite ou pas, la décision étant laissée à sa seule appréciation. En cas d'accord, le prix nouveau sera intégré au marché par voie d'avenant, en application de la clause de réexamen.

Article 10. CONDITIONS D'EXECUTION

10.1. Obligations du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant l'exécution de l'accord cadre conformément aux spécifications des documents de la consultation. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord cadre.

10.2. Accompagnement et conseil

Le titulaire met à disposition de l'Acheteur une prestation d'accompagnement et de conseil par téléphone ou par échanges de courriels.

Dans son offre, le candidat précisera les noms et coordonnées d'un support technique qui prendra en charge ces demandes. Les correspondants devront être francophones et joignables sur simple appel téléphonique ou par mail et devront pouvoir se déplacer le cas échéant. En cas de demande par téléphone, un courriel d'information suivra confirmant le contenu de la demande.

10.3. Modalités de commande

10.3.1. Notification d'un besoin

Les prestations sont commandées au fur et à mesure des besoins, conformément au CCTP.

Le point de départ du délai d'exécution d'une commande est la date et l'heure de sa notification.

L'Acheteur notifiera au titulaire, par courriel, un manifeste récapitulant les déchets et les contenants devant arriver dans les locaux du transitaire de l'Acheteur au Havre.

10.3.2. Prise en compte de la commande par le titulaire

À réception de la demande, et par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, le titulaire dispose d'un délai de quarante-huit (48) heures pour en accuser réception ou pour présenter des réserves.

Le Titulaire prendra contact avec le transitaire de l'Acheteur pour convenir d'une date de livraison des contenants dans les locaux du titulaire. Cette adresse de livraison doit être mentionnée dans l'acte d'engagement.

10.4. Suivi de la réalisation des prestations

10.4.1. Visite sur site

L'Acheteur se laisse la possibilité de venir constater la bonne exécution du marché dans les locaux du titulaire. A cet effet, le titulaire se chargera de réaliser toutes les formalités nécessaires pour accueillir le personnel de l'Institut.

10.4.2. Réunion annuelle

Conformément au CCTP, une réunion annuelle sera organisée. Le compte-rendu de cette réunion sera réalisé par le Titulaire et transmis à l'Acheteur sous quinze (15) jours calendaires après la réunion.

Article 11. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

11.1. Opérations de vérification

Par dérogation aux articles 27, 28 et 29 du CCAG de référence, l'Acheteur réalise les opérations de vérification quantitative et qualitative au moment de la réception du récapitulatif mensuel des prestations réalisées.

Sans transmission de ce récapitulatif l'Acheteur n'engagera pas le processus de paiement.

Le récapitulatif mensuel comportera les éléments obligatoires suivants :

- ✓ le client : Institut polaire français ;
- ✓ la référence du marché ;
- ✓ le nom, l'adresse et le numéro SIRET du titulaire ;
- ✓ le mois de réalisation des prestations ;

- ✓ les références et désignation des prestations réalisées – cf. BPU Prix F1 à F15
- ✓ les références et désignation des déchets traités – cf. BPU Prix U1 à U30
- ✓ Pour chaque référence :
 - le prix unitaire HT ;
 - le prix unitaire de rachat éventuel en € HT ;
 - la quantité traitée/réalisée ;
 - la filière utilisée pour les déchets ;
- ✓ le montant total HT ;
- ✓ le taux de TVA appliqué ;
- ✓ le montant total de la TVA ;
- ✓ le montant total TTC.

11.2. Décision après vérifications

A l'issue des opérations de vérification, l'Acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG FCS, l'admission est réputée acquise à la date de transmission par l'Acheteur du bon de commande récapitulant les prestations réellement réalisées dans le mois écoulé.

Cette transmission doit être effectuée dans les 15 jours après la réception du récapitulatif mensuel des prestations réalisées transmis par le titulaire. Passé ce délai, l'admission des prestations est réputée acquise.

L'admission ouvre le droit à la demande de paiement défini à l'article 7 du présent document.

Article 12. PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

12.1. Pénalité pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG de référence, et en cas de dépassement des délais contractuels, le titulaire encourt les pénalités définies ci-dessous, sans mise en demeure préalable.

Objet	Pénalité
Retard dans la remise du compte rendu de réunion annuelle	50 € / jour de retard

12.2. Autres pénalités

Objet	Pénalité
Non-respect du mode de traitement d'un déchet	100 € par infraction constatée
Non fourniture des BSD sur Trackdéchets	100 € par infraction constatée

12.3. Seuil d'exonération et plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, les pénalités seront applicables dès le 1er euro HT, sans exonération.

Article 13. ASSURANCES

13.1. Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur ou aux Acheteurs en cas d'inexécution.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents

de l'Acheteur ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou aux Acheteurs ou à des tiers. Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 9 du CCAG de référence, le titulaire doit justifier, à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire des contrats d'assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie (la nature, le montant et la durée de la garantie).

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

La cessation, l'annulation du contrat d'assurance ou la non production de l'attestation, sans que soit opérée immédiatement une substitution de garantie acceptée par l'acheteur, constitue une faute grave et peut entraîner la résiliation du marché aux torts du prestataire après mise en demeure.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Conformément aux stipulations du CCP, la responsabilité du Titulaire est susceptible d'être engagée tant que la marchandise n'est pas livrée dans les locaux de l'Acheteur. Par voie de conséquence, il fait son affaire de toute action en responsabilité contractuelle contre le transporteur pour tout dommage quelle qu'en soit la forme, et notamment en cas de perte, d'avaries et de retards. La réparation du préjudice subi par l'Acheteur est totalement indépendante de l'action intentée par le Titulaire contre le transporteur.

Article 14. DROIT DE CITATION ET D'IMAGE DE L'INSTITUT POLAIRE FRANÇAIS

L'Institut polaire français Paul-Emile Victor n'autorise aucune mention de son nom, de son logo, de photos ou de plans concernant ses activités et ses personnels.

Cette interdiction concerne toute communication orale et/ou écrite sur tout support matériel et/ou numérique, ni au titre du présent marché, ni au titre d'une référence client, ni au titre d'une relation contractuelle distincte.

Cette interdiction s'applique au titulaire du marché ainsi qu'à ses cotraitants et sous-traitants.

Tout souhait de citer l'Institut polaire répondra, au terme de la réalisation effective et conforme des prestations ou services objets du marché, aux critères de réalisation garantissant pour l'institut :

- ✓ une communication apportant un intérêt en termes d'image publique ou privée de l'institut en lien avec ses activités logistiques polaires,
- ✓ la réalisation d'un travail ou la fourniture d'un bien ou service à plus-value technique avérée ou une évolution technologique, scientifique, logistique en lien avec l'activité logistique et scientifique polaire.

Cette communication fera l'objet d'une convention spécifique portant droits et obligations d'utilisation du nom, du logo, de photos et de tout autre contenu, selon des règles et une durée à déterminer entre l'Institut polaire et le Titulaire du marché.

Article 15. DIFFERENDS ET LITIGES

15.1. Règlement à l'amiable

L'Acheteur et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

Si des difficultés devaient s'élever entre l'Institut et le(s) Titulaire(s) quant à l'exécution des clauses du présent marché et qu'aucune négociation n'ait abouti, l'affaire pourra être soumise, en premier ressort à la procédure de règlement amiable définie aux articles R 2197-1 à R 2197-24 du Code de la commande publique.

15.2. Droit applicable

Le présent marché est soumis au seul droit français. En cas de procédure contentieuse relative au marché, et sans préjudice des dispositions de l'article 55 du CCAG Travaux, la contestation sera portée devant le :

Tribunal Administratif de Rennes (35)

3, Contour de la Motte - CS 44416 - 35044 Rennes Cedex

Tél : 02 23 21 28 28

Article 16. RESILIATION DU MARCHE

Les stipulations du CCAG FCS sont applicables.

En cas de résiliation pour faute du titulaire, prononcée en application de l'article 32 du CCAG FCS, l'Acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution aux frais et risques du titulaire de la part résiliée du marché. Dans ce cas, la décision de résiliation le mentionnera explicitement.

La résiliation du marché ne remet pas en cause la validité des commandes notifiées avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à la livraison des fournitures.

Article 17. DEROGATION AU CCAG

L'article du CCP	Déroge à l'article du CCAG FCS
2	4.1
10.3.2	3.7.2
11.1	27,28 et 29
11.2	30.1
12.1	14.1.1
12.3	14.1.3
13.1	9

ANNEXE 1 : COORDONNEES

Transitaires

ENTREPOT AU HAVRE

SD'LOG – BATIMENT B

Parc logistique du Pont de Normandie,

Port 4939,

76 430 OUDALLE

FRANCE

Horaires de réception : 8H – 15H30 tous les jours

Contact pour prise de rdv : ReceptionBatB@sdlog.com + logistiqueimportslog@seafrigo.com

Tel : 02 35 24 75 00